



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TROISIÈME SESSION

QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le vendredi 5 juin 2026 – N° 13

Neuf heures quarante

Présidente de l'Assemblée nationale :
Mme Nathalie Roy

Partie 1
AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Soulanges sur le sujet suivant : *Le privilège d'être votre députée.*
- La députée de Jeanne-Mance–Viger sur le sujet suivant : *Souligner le 40^e anniversaire de l'Accueil aux immigrants de l'Est de Montréal.*
- La députée de Laval-des-Rapides sur le sujet suivant : *Les Chevaliers de Colomb Pont-Viau.*
- Le député de Jean-Lesage sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Thérèse Richer.*
- La députée de Huntingdon sur le sujet suivant : *Hommage à ma famille, présente dans tous les instants.*
- Le député de Marquette sur le sujet suivant : *Souligner le départ à la retraite de M. Alain Crête.*
- Le député de Chauveau sur le sujet suivant : *30^e anniversaire du Centre jeunesse-emploi de la circonscription de Chauveau.*
- Le député de Matane-Matapédia sur le sujet suivant : *Souligner la victoire des Castors de Matane au Championnat de la Ligue de hockey senior de l'Est-du-Québec.*
- Le député de Lévis sur le sujet suivant : *90^e anniversaire du 12^e Groupe scout Déziel de Lévis.*
- La députée de Bertrand sur le sujet suivant : *Fondation médicale des Laurentides et des Pays-d'en-Haut.*
- La députée des Chutes-de-la-Chaudière sur le sujet suivant : *40^e anniversaire du Club Lions St-Étienne–St-Nicolas–St-Rédempteur.*
- Le député de Beauce-Sud sur le sujet suivant : *M. Serge Roy : une carrière remarquable au cœur de nos élections.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS	a)	documents
	b)	rapports de commissions
	c)	pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

Motions présentées lors du discours d'ouverture et au cours du débat qui s'ensuit :

Le chef de l'opposition officielle :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour l'absence de résultats concrets, la dilution de ses engagements envers les Québécois et la présentation d'une vision recyclée inadaptée aux défis d'aujourd'hui.

La cheffe du deuxième groupe d'opposition :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ pour sa négligence pour le maintien de nos infrastructures publiques, son manque d'ambition pour effectuer une transition économique et écologique à la hauteur des défis actuels ainsi que son désintérêt marqué pour les difficultés vécues par les locataires du Québec.

Le député de Marquette :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour son manque de mesures pour contrer la hausse du coût de la vie, dans le contexte où les banques alimentaires connaissent une hausse marquée de la demande et que de plus en plus de Québécoises et de Québécois doivent s'endetter pour se nourrir, ainsi que pour avoir ignoré cette réalité dans le discours inaugural.

La députée de Verdun :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ pour son incapacité à freiner l'explosion du coût de l'épicerie et à protéger les ménages québécois face aux profits excessifs des grandes chaînes d'alimentation.

La députée de Bourassa-Sauvé :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour son manque de vision et son absence d'ambition en matière d'éducation, qui a pour seule orientation le fait de ne pas couper, cette fois-ci, dans les budgets déjà déficients des services aux élèves.

La députée de Mont-Royal-Outremont :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement pour avoir nui à l'attractivité et à la stabilité du réseau de l'enseignement supérieur québécois et pour n'avoir présenté aucun plan afin de réparer les conséquences de ses propres politiques.

Le député de l'Acadie :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement pour sa volonté de poursuivre son projet de constitution sans consultation auprès des Premières Nations et des Inuit.

Le député de Laurier-Dorion :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ d'avoir évacué de ses priorités les locataires et pour ses politiques qui les appauvrissent, alors qu'ils subissent de plein fouet les effets de la crise du logement et que le loyer moyen a augmenté de 64 % depuis les huit dernières années.

Le député de Jacques-Cartier :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour un discours inaugural qui ne répond pas aux besoins des jeunes et qui manque de vision pour les générations futures.

Le député de Jean-Lesage :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ pour son manque de considération pour les Québécois et Québécoises issus de l'immigration, son acharnement à les pointer du doigt injustement pour sa mauvaise gestion des finances publiques, de la crise du logement et le sous-financement de nos services publics.

Le député de Marguerite-Bourgeois :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour sa gestion brouillonne des finances publiques, l'utilisation inadéquate des fonds publics à des fins électoralistes et la mise en place de mesures qui ne favorisent pas l'épanouissement économique des Québécois, qui maintiennent la faible croissance moyenne du PIB à 1 % et causent un recul inacceptable de la productivité dans le dernier mandat.

Le député de Jean-Talon :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ pour sa vision réductrice et provincialiste des relations internationales du Québec.

La députée de Jeanne-Mance-Viger :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour son manque de vision envers nos PME à travers les régions du Québec, notamment en raison de sa préférence pour les entreprises étrangères.

La députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques :

QUE l'Assemblée nationale blâme avec sévérité le gouvernement de la CAQ de renier les droits à l'autodétermination de nos sœurs et frères Anishinabeg, Atikamekw, W8banaki, Naskapis, Wendats, Eeyou, Innu, Kanien'keha:ka, Mi'gmaq, Wolastoqiyik et Inuit en refusant d'adopter une loi de mise en application de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones avant la fin du présent mandat.

La députée de Notre-Dame-de-Grâce :

QUE l'Assemblée nationale dénonce le retard du gouvernement caquiste à doter le Québec d'une véritable stratégie de diversification des marchés et à la préparation de la révision de l'ACEUM, dans un contexte de dépendance excessive du Québec envers les États-Unis pendant que les entreprises québécoises, les régions exportatrices et les travailleurs subissent déjà les contrecoups majeurs de l'incertitude commerciale, notamment dans des secteurs névralgiques comme l'acier, l'aluminium et le bois d'œuvre.

Le député de Maurice-Richard :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ pour son bilan sur les questions sociales, sociétales et climatiques.

La députée de La Pinière :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour l'absence totale de mesures pour répondre à la crise de l'hébergement pour les aînés dans le discours d'ouverture.

La députée de Westmount–Saint-Louis :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ pour avoir cessé le financement de PSPNET, un programme de thérapie en ligne, disponible en tout temps et partout au Québec, spécialement conçu pour les travailleurs d'urgence comme les policiers, les pompiers, les ambulanciers, les agents de détention, des répartiteurs d'urgence, les contrôleurs routiers, les équipes en recherche et sauvetage.

Le député d'Arthabaska :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ pour avoir manqué à ses responsabilités à titre de partenaire des municipalités, des entreprises, des organismes et de la société civile dans son ensemble.

Le député de Taschereau :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement de la CAQ de condamner les travailleuses et travailleurs du milieu communautaire à des conditions de travail indignes par son sous-financement chronique et son refus d'agir.

La députée des Mille-Îles :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement caquiste d'avoir consacré des sommes d'argent importantes à des programmes inutiles, qui ne répondent pas adéquatement aux besoins des ménages les plus vulnérables et qui contribuent à l'aggravation de la crise de l'abordabilité.

La députée de Chicoutimi :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ pour sa méconnaissance des enjeux régionaux et son inaction en ce qui concerne le développement des régions du Québec.

La députée de Terrebonne :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ pour sa politique économique interventionniste inefficace.

Le leader de l'opposition officielle :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour son incapacité à bien gérer les finances publiques et à offrir les services essentiels aux Québécois en temps opportun, notamment en ce qui a trait à la conversion de 56 000 places en service de garde non subventionnées promise en 2022.

Le député des Îles-de-la-Madeleine :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste de n'avoir mis en place aucune solution structurante pour réduire le temps d'attente des Québécois à l'urgence et d'avoir plutôt proposé des solutions cosmétiques, comme des projets pilotes de salles d'attente virtuelles dans les urgences.

Motion de la première ministre proposant que l'Assemblée approuve la politique générale du gouvernement.

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

**AFFAIRES PRIORITAIRES
DÉBATS D'URGENCE**

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) **Projet de loi n° 2**
Loi permettant au Parlement du Québec de préserver le principe de la souveraineté parlementaire à l'égard de la Charte de la langue française et de la Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français
Présenté par le ministre de la Langue française le **6 mai 2026**
- 2) **Projet de loi n° 6**
Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées lors du discours sur le budget du 18 mars 2026 et du point sur la situation économique et financière du Québec du 25 novembre 2025 ainsi qu'à certaines autres mesures
Présenté par le ministre des Finances le **12 mai 2026**
- 3) **Projet de loi n° 8**
Loi encadrant la langue de l'enseignement en formation professionnelle et en formation générale des adultes
Présenté par le ministre de la Langue française le **4 juin 2026**
- 4) **Projet de loi n° 17**
Loi modifiant principalement la Loi sur le stockage de gaz naturel et sur les conduites de gaz naturel et de pétrole aux fins d'encadrer les réservoirs souterrains et certaines conduites
Présenté par le ministre délégué à l'Économie et aux Petites et Moyennes Entreprises le **5 février 2026**

- 5) **Projet de loi n° 20**
Loi édictant la Loi visant à favoriser l'accès au logement et modifiant diverses dispositions concernant le domaine de l'habitation
Présenté par la ministre responsable de l'Habitation le 11 février 2026
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le **1^{er} avril 2026**

- 6) **Projet de loi n° 25**
Loi visant à accroître la confiance du public envers le système de justice en modernisant la déontologie judiciaire et mettant en œuvre certaines recommandations du comité de la rémunération des juges pour la période 2023-2027
Présenté par le ministre de la Justice le **18 mars 2026**

- 7) **Projet de loi n° 27**
Loi modifiant diverses dispositions concernant les décrets de convention collective et l'industrie de la construction
Présenté par le ministre du Travail le **1^{er} avril 2026**

Étude détaillée en commission

- 8) **Projet de loi n° 1**
Loi constitutionnelle de 2025 sur le Québec
Présenté par le ministre de la Justice et ministre responsable des Relations canadiennes le 9 octobre 2025
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 24 février 2026
Principe adopté le **1^{er} avril 2026**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

- 9) **Projet de loi n° 3**
Loi visant à assurer la représentation effective des électeurs
Présenté par le ministre responsable des Institutions démocratiques le 7 mai 2026
Principe adopté le **4 juin 2026**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

- 10) Projet de loi n° 4
Loi sur la communication de renseignements aux fins de protection contre la violence d'un partenaire intime et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre de la Sécurité intérieure le 13 mai 2026
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 3 juin 2026
Principe adopté le **4 juin 2026**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 11) Projet de loi n° 5
Loi visant à accélérer l'octroi des autorisations requises pour la réalisation des projets prioritaires et d'envergure nationale
Présenté par le ministre des Finances le 9 décembre 2025
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 12 février 2026
Principe adopté le **17 février 2026**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 12) Projet de loi n° 22
Loi bonifiant les pouvoirs d'intervention des municipalités et modifiant d'autres dispositions législatives
Présenté par la ministre des Affaires municipales le 25 mars 2026
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 12 mai 2026
Principe adopté le **4 juin 2026**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement
- 13) Projet de loi n° 23
Loi visant principalement à mieux accompagner les personnes dont l'état mental pourrait représenter un risque pour leur propre sécurité ou celle d'autrui
Présenté par la ministre responsable des Services sociaux le 24 mars 2026
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 4 juin 2026
Principe adopté le **4 juin 2026**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

- 14) Projet de loi n° 24
Loi protégeant le consommateur contre l'utilisation trompeuse ou frauduleuse de l'identité ou de l'image d'une personne
Présenté par le ministre de la Justice le 26 mars 2026
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 12 mai 2026
Principe adopté le **4 juin 2026**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens

Prise en considération de rapports de commissions

- 15) Projet de loi n° 10
Loi protégeant les consommateurs contre les pratiques abusives de revente de billets et de renouvellement d'abonnements en ligne
Présenté par le ministre de la Justice le 2 décembre 2025
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 26 février 2026
Principe adopté le 2 avril 2026
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation déposé le **12 mai 2026**
- 16) Projet de loi n° 11
Loi modifiant diverses dispositions principalement aux fins d'allègement du fardeau réglementaire et administratif
Présenté par le ministre délégué à l'Économie et aux Petites et Moyennes Entreprises le 4 décembre 2025
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 10 février 2026
Principe adopté le 17 février 2026
Rapport de la Commission de l'économie et du travail déposé le **7 mai 2026** (amend. transmis en vertu de l'article 252 du Règlement)
- 17) Projet de loi n° 12
Loi instituant la prestation de services de garde éducatifs à l'enfance par les personnes reconnues à titre de responsables d'un service de garde éducatif en communauté
Présenté par le ministre de la Famille le 11 décembre 2025
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 17 février 2026
Principe adopté le 18 février 2026
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens déposé le **1^{er} avril 2026**

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 18) Projet de loi n° 190
Loi sur la mise en place en milieu de travail de comités paritaires de transition juste vers une économie écologiquement durable
Présenté par le député d’Hochelaga-Maisonneuve le **8 octobre 2025**
- 19) Projet de loi n° 191
Loi mettant en place des mesures concernant les approches complémentaires et intégratives en santé
Présenté par la députée de Laporte le **6 mai 2026**
- 20) Projet de loi n° 192
Loi visant à assurer la santé et la sécurité des élèves en classe en encadrant la qualité de l’air ambiant dans les écoles
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **7 décembre 2022**
- 21) Projet de loi n° 193
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin de reconnaître le droit à un environnement sain à titre de droit fondamental
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **1^{er} février 2023**
- 22) Projet de loi n° 195
Loi limitant le recours aux services d’une agence de placement de personnel et à de la main-d’œuvre indépendante dans le secteur des services de garde éducatifs à l’enfance
Présenté par le député d’Hochelaga-Maisonneuve le **3 décembre 2025**
- 23) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l’enfance afin de garantir le droit de recevoir des services de garde
Présenté par la députée de Robert-Baldwin le **14 mars 2023**
- 24) Projet de loi n° 197
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **6 décembre 2022**

- 25) Projet de loi n° 198
Loi proclamant la Journée nationale de sensibilisation à l'itinérance
Présenté par la députée de D'Arcy-McGee le **9 octobre 2025**
- 26) Projet de loi n° 199
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **12 novembre 2025**
- 27) Projet de loi n° 390
Loi favorisant la prise en compte de l'égalité des sexes et de la diversité dans une perspective intersectionnelle dans le processus budgétaire
Présenté par la députée de Mercier le **21 mars 2023**
- 28) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin de consacrer le droit à la gratuité des projets pédagogiques particuliers offerts dans les écoles où est dispensé le service de l'éducation préscolaire ou de l'enseignement primaire et secondaire ainsi que de limiter la distance entre les immeubles d'une école à projet particulier
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **16 mars 2023**
- 29) Projet de loi n° 392
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire
Présenté par la députée de Verdun le **25 février 2026**
- 30) Projet de loi n° 393
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général relativement à sa nomination
Présenté par la députée de Mont-Royal–Outremont le **26 novembre 2025**
- 31) Projet de loi n° 394
Loi concernant la mise en place de politiques de conciliation études-famille-travail notamment dans les établissements d'enseignement supérieur
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **5 décembre 2023**
- 32) Projet de loi n° 395
Loi modifiant la Loi sur la Société de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives concernant les droits consentis sur un véhicule
Présenté par le député de Nelligan le **4 décembre 2025**

- 33) Projet de loi n° 396
Loi modifiant la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations afin d’y prévoir l’atteinte d’une capitalisation de 100 milliards de dollars
Présenté par le député de Marguerite-Bourgeoys le **16 mars 2023**
- 34) Projet de loi n° 397
Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d’enseignement dispensant des services de l’éducation préscolaire, d’enseignement au primaire ou d’enseignement en formation générale ou professionnelle au secondaire, incluant les services éducatifs pour les adultes
Présenté par la députée de Mercier le **27 avril 2023**
- 35) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur l’instruction publique afin de consacrer le droit des élèves handicapés ou en difficulté d’adaptation ou d’apprentissage de recevoir des services éducatifs équivalents à ceux dispensés par l’école
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **20 avril 2023**
- 36) Projet de loi n° 399
Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec afin d’obliger la Caisse de dépôt et placement du Québec à faire des investissements ayant des impacts sociaux et environnementaux durables et à en rendre compte
Présenté par le député de Maurice-Richard le **27 avril 2023**
- 37) Projet de loi n° 490
Loi renforçant la majorité qualifiée requise pour la nomination et la destitution des personnes nommées par l’Assemblée nationale
Présenté par le député de Nelligan le **18 avril 2023**
- 38) Projet de loi n° 491
Loi visant à modifier la Loi sur les infrastructures publiques afin de soumettre les projets inscrits au plan québécois des infrastructures à un test climat
Présenté par le député de Taschereau le **14 septembre 2023**
- 39) Projet de loi n° 493
Loi modifiant la Loi sur l’immigration au Québec pour tenir compte des résidents temporaires aux fins de la planification de l’immigration
Présenté par le député de Nelligan le **10 mai 2023**

- 40) Projet de loi n° 494
Loi modifiant le Code civil afin de rendre sans effet les clauses d'un bail de logement qui tendent à interdire les animaux de compagnie
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **25 mai 2023**
- 41) Projet de loi n° 495
Loi modifiant la Loi sur la gouvernance du système de santé et de services sociaux pour garantir l'accès d'un organisme ayant un projet d'économie sociale aux subventions allouées aux organismes communautaires
Présenté par la députée de Laporte le **10 décembre 2025**
- 42) Projet de loi n° 497
Loi visant à assurer la qualité de l'air
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **25 février 2026**
- 43) Projet de loi n° 498
Loi retirant des freins à l'efficacité du système de santé
Présenté par le député de Saint-Jérôme le **17 février 2026**
- 44) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Loi sur le drapeau et les emblèmes du Québec afin de reconnaître le tartan du Québec
Présenté par le député d'Hochelega-Maisonnette le **2 avril 2026**
- 45) Projet de loi n° 591
Loi visant principalement à renforcer le contrôle de l'action gouvernementale par un député en lui reconnaissant un droit de visite des institutions administratives
Présenté par la députée de Sherbrooke le **21 mars 2024**
- 46) Projet de loi n° 592
Loi renforçant l'intégrité et la protection des droits et libertés de la personne
Présenté par le député de Maurice-Richard le **7 mai 2026**
- 47) Projet de loi n° 593
Loi modifiant le Code civil afin d'interdire les évictions faites en vue de convertir un logement en hébergement touristique de courte durée
Présenté par la députée des Mille-Îles le **4 octobre 2023**

- 48) Projet de loi n° 595
Loi sur l'assistance personnelle autodirigée pour les personnes handicapées
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **1^{er} avril 2026**
- 49) Projet de loi n° 597
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Verdun le **1^{er} février 2024**
- 50) Projet de loi n° 598
Loi visant à protéger l'enfant et le parent victimes de violence familiale
Présenté par la députée de Sherbrooke le **2 avril 2026**
- 51) Projet de loi n° 599
Loi proclamant la Journée nationale de sensibilisation aux enjeux vécus par les personnes immunosupprimées
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **14 mai 2026**
- 52) Projet de loi n° 690
Loi sur le droit à l'alimentation
Présenté par le député de Taschereau le **14 mai 2026**
- 53) Projet de loi n° 693
Loi favorisant la contribution active à la société des prestataires du Programme de solidarité sociale
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **22 février 2024**
- 54) Projet de loi n° 694
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin de lutter plus efficacement contre l'alcool au volant
Présenté par le député de Nelligan le **19 mars 2024**
- 55) Projet de loi n° 695
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Nelligan le **14 mars 2024**
- 56) Projet de loi n° 696
Loi visant à garantir la liberté des personnes exploitant un établissement d'hébergement touristique quant à la détermination des prix et des conditions applicables à la location d'unités d'hébergement
Présenté par la députée de La Pinière le **13 mai 2026**

- 57) Projet de loi n° 697
Loi visant à lutter contre le gaspillage
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **23 avril 2024**
- 58) Projet de loi n° 698
Loi sur la coconstruction des mesures législatives et réglementaires touchant les Premières Nations et les Inuit
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **28 mai 2026**
- 59) Projet de loi n° 699
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin d’y consacrer le droit à un logement décent
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2024**
- 60) Projet de loi n° 790
Loi visant à étendre aux usagers hébergés dans une résidence à assistance continue l’application du Règlement concernant les modalités d’utilisation de mécanismes de surveillance par un usager hébergé dans une installation maintenue par un établissement qui exploite un centre d’hébergement et de soins de longue durée
Présenté par la députée de D’Arcy-McGee le **22 mai 2024**
- 61) Projet de loi n° 791
Loi modifiant la Loi électorale aux fins de protéger de manière permanente les circonscriptions de Gaspé et de Bonaventure
Présenté par la députée de Rimouski le **27 mai 2026**
- 62) Projet de loi n° 792
Loi visant à accroître la présence du drapeau du Québec
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **30 mai 2024**
- 63) Projet de loi n° 793
Loi sur le processus de publication des documents issus de l’enquête menée par Bernard Grenier au sujet des activités d’Option Canada à l’occasion du référendum tenu au Québec en octobre 1995
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **27 novembre 2024**
- 64) Projet de loi n° 794
Loi déclarant l’engagement du Québec d’atteindre la carboneutralité d’ici 2050
Présenté par la députée de Verdun le **7 novembre 2024**

- 65) Projet de loi n° 894
Loi visant à étendre l’admissibilité au régime d’assurance maladie et au régime général d’assurance médicaments à toutes les femmes ou à toutes les personnes enceintes vivant au Québec sans égard à leur statut migratoire
Présenté par le député de Saint-Henri–Sainte-Anne le **4 décembre 2024**
- 66) Projet de loi n° 895
Loi établissant un réseau scolaire commun afin de garantir l’égalité des chances
Présenté par la députée de Mercier le **19 février 2025**
- 67) Projet de loi n° 896
Loi visant à indemniser les municipalités locales lors de la cession de terrains destinés à la construction ou à l’agrandissement d’écoles
Présenté par la députée de Sherbrooke le **13 février 2025**
- 68) Projet de loi n° 897
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin de prévoir la délivrance obligatoire d’un avis de paiement au propriétaire d’un véhicule routier immatriculé ou au titulaire de certains permis
Présenté par le député de Nelligan le **19 mars 2025**
- 69) Projet de loi n° 898
Loi visant à renforcer l’encadrement des augmentations de loyer d’un bail de logement
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **3 avril 2025**
- 70) Projet de loi n° 899
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin d’obliger la Société de l’assurance automobile du Québec à conclure des ententes avec des ministères ou organismes en vue de l’application de certaines lois
Présenté par le député de Nelligan le **3 avril 2025**
- 71) Projet de loi n° 990
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin d’encadrer l’exercice du télétravail
Présenté par le député d’Hochelaga-Maisonneuve le **1^{er} mai 2025**
- 72) Projet de loi n° 991
Loi sur la procédure de sélection et de nomination des décideurs administratifs indépendants et de renouvellement de leur mandat
Présenté par le député de l’Acadie le **27 mai 2025**

- 73) Projet de loi n° 992
Loi visant à créer un comité chargé de formuler des recommandations sur les critères de fixation ou de réajustement de loyer
Présenté par la députée des Mille-Îles le **24 avril 2025**
- 74) Projet de loi n° 993
Loi modifiant le Code du travail afin d'assurer des pratiques syndicales transparentes et démocratiques
Présenté par le député de Saint-Jérôme le **30 avril 2025**
- 75) Projet de loi n° 994
Loi favorisant la santé sexuelle et reproductive par un accès amélioré à la contraception
Présenté par la députée de Mercier le **7 mai 2025**
- 76) Projet de loi n° 995
Loi visant à établir un cadre de surveillance et de régulation des polluants éternels
Présenté par la députée des Mille-Îles le **22 mai 2025**

Étude détaillée en commission

- 77) Projet de loi n° 194
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le 26 avril 2023
Principe adopté le **9 juin 2023**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 78) Projet de loi n° 496
Loi visant à reconnaître l'amiral blanc en tant qu'insecte emblématique du Québec
Présenté par la députée d'Argenteuil le 9 juin 2023
Principe adopté le **24 février 2026**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 79) Projet de loi n° 203
Loi visant à octroyer certains pouvoirs temporaires à la Ville de Rivière-du-Loup
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **9 décembre 2025**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

- 80) Projet de loi n° 200
Loi concernant Le Country Club de Montréal
Présenté par la députée de Laporte le 13 novembre 2025
Rapport de la Commission de l'économie et du travail déposé et adopté le **31 mars 2026**
- 81) Projet de loi n° 201
Loi concernant le Monastère des Ursulines de Québec
Présenté par le député de Taschereau le 13 novembre 2025
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire déposé et adopté le **4 juin 2026**
- 82) Projet de loi n° 204
Loi concernant la Ville de Gatineau
Présenté par le député de Chapleau le 24 mars 2026
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire déposé et adopté le **7 mai 2026**
- 83) Projet de loi n° 205
Loi concernant un immeuble situé sur le territoire de la Ville de Québec
Présenté par le député de Vanier-Les Rivières le 2 avril 2026
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire déposé et adopté le **4 juin 2026**

Adoption

IV. Motions du gouvernement

- 84)** 6 mai 2026
Motion du ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

QUE l'Assemblée nationale approuve l'Entente entre le gouvernement du Québec et le Centre d'excellence OTAN pour le changement climatique et la sécurité concernant les exemptions, les exonérations et les prérogatives de courtoisie consenties au Centre et aux membres de son personnel, signée à Montréal, le 9 avril 2026.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 16 mai 2026.

- 85)** 12 mai 2026
Motion du ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

QUE l'Assemblée nationale approuve la Convention sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille déposée le 24 mars 2026.

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

[COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE](#)

[COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES](#)

Mandats de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 17**, Loi modifiant principalement la Loi sur le stockage de gaz naturel et sur les conduites de gaz naturel et de pétrole aux fins d'encadrer les réservoirs souterrains et certaines conduites (mandat confié le 26 mai 2026).

[COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE](#)

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 4**, Loi sur la communication de renseignements aux fins de protection contre la violence d'un partenaire intime et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 4 juin 2026).
- **Projet de loi n° 203**, Loi visant à octroyer certains pouvoirs temporaires à la Ville de Rivière-du-Loup (mandat confié le 6 mai 2026).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 496**, Loi visant à reconnaître l'amiral blanc en tant qu'insecte emblématique du Québec (mandat confié le 6 mai 2026).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 5**, Loi visant à accélérer l'octroi des autorisations requises pour la réalisation des projets prioritaires et d'envergure nationale (mandat confié le 6 mai 2026).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 1**, Loi constitutionnelle de 2025 sur le Québec (mandat confié le 6 mai 2026).
- **Projet de loi n° 3**, Loi visant à assurer la représentation effective des électeurs (mandat confié le 4 juin 2026).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 24**, Loi protégeant le consommateur contre l'utilisation trompeuse ou frauduleuse de l'identité ou de l'image d'une personne (mandat confié le 4 juin 2026).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 23**, Loi visant principalement à mieux accompagner les personnes dont l'état mental pourrait représenter un risque pour leur propre sécurité ou celle d'autrui (mandat confié le 4 juin 2026).
- **Projet de loi n° 194**, Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès (mandat confié le 6 mai 2026).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 22**, Loi bonifiant les pouvoirs d'intervention des municipalités et modifiant d'autres dispositions législatives (mandat confié le 4 juin 2026).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 18) Mme Poulet (Laporte) – **5 juin 2026**
À la ministre de l'Éducation

Depuis plus de 30 ans, le gouvernement s'appuie sur l'indice de milieu socio-économique (IMSE) pour déterminer l'attribution de plusieurs mesures de soutien et ressources supplémentaires destinées aux élèves les plus vulnérables.

La méthodologie actuelle repose sur des données territoriales issues du recensement fédéral, qui se tient aux cinq ans, et sur seulement deux indicateurs socio-économiques : le niveau de scolarité de la mère et la situation d'emploi des parents. Ces indicateurs ne permettent qu'une représentation partielle de la réalité socio-économique vécue dans les écoles québécoises et attribuent à une école le portrait statistique d'un territoire plutôt que celui des élèves qui la fréquentent réellement.

Au cours des dernières semaines, plusieurs écoles, dont une quarantaine à Montréal, ont vu leur indice de défavorisation diminuer. Puisque l'IMSE repose sur un classement relatif des milieux, certaines écoles historiquement reconnues comme défavorisées voient leur rang décile diminuer, non pas en raison d'une amélioration significative de la situation de leurs élèves, mais parce que d'autres milieux présentent désormais des indicateurs de défavorisation encore plus élevés.

Cette réalité soulève une préoccupation importante : une école peut perdre des ressources sans que les besoins de ses élèves aient diminué. Or, les décisions de financement fondées sur l'IMSE risquent d'entraîner des conséquences importantes. Par exemple, l'augmentation du nombre d'élèves par classe, la réduction des services d'orthopédagogie et de psychoéducation ainsi que le retrait des aides de classe entraîneront des répercussions importantes sur les élèves et sur le personnel scolaire, déjà fortement sollicités.

Mes questions à la ministre de l'Éducation :

- 1- La ministre reconnaît-elle que certaines écoles subissent une amélioration de leur cote IMSE et, par conséquent, une réduction des ressources qui leur sont accordées, sans que cela reflète nécessairement une diminution des besoins des élèves qu'elles desservent?
- 2- La ministre s'engage-t-elle à réviser la méthodologie de l'IMSE afin de mieux refléter la réalité socio-économique des élèves, notamment en évaluant l'intégration de nouvelles variables, et à mettre en place un mécanisme de révision périodique obligatoire de cette méthodologie afin que les ressources soient attribuées selon les besoins réels des élèves?
- 3- La ministre s'engage-t-elle à instaurer un statu quo financier pour les établissements dont la cote IMSE est revue à la baisse lors de la mise à jour du recensement, afin que cette révision n'entraîne pas de réduction des ressources allouées pour l'année scolaire 2026-2027?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 4 juin 2026
Loi visant à prévenir les effets nocifs de la boisson énergisante sur la santé des jeunes – *ministre de la Santé*

Projets de loi publics au nom des députés

- b) 7 mai 2026
Loi sur le maintien de l'autonomie des personnes âgées – *députée de Chicoutimi*

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa) Loi visant à protéger les jeunes contre les effets néfastes des écrans notamment en encadrant les médias sociaux et les jeux vidéo – *députée de Sherbrooke*